

# LA LETTRE DU GROUPE CGT AU CESER NA

# PLÉNIÈRE du 29 septembre 2020

Le plan de relance Macron/Castex s'inscrit dans une fuite en avant toujours plus libérale. Il aura enterré le discours du président du mois de mars, qui affirmait vouloir « tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement » des décennies précédentes et qui annonçait des « décisions de ruptures ».

Pire, aucun enseignement n'est tiré des précédentes crises, de 2008 en particulier. Les principales orientations vont dans la même logique avec de nouveaux gages donnés aux entreprises avec la baisse des impôts de production de 20 Mds, aides massives sans condition ni contrepartie... reproduisant de fait les mêmes erreurs.

Pourtant, la crise a révélé à la fois l'importance de nos services publics et l'affaiblissement de leurs moyens d'action ; le rôle déterminant de millions de travailleurs « essentiels », mais aussi leur précarité, l'absence de valorisation et de reconnaissance; la « profondeur de la plaie » des inégalités qui épuisent le pays. Or, rien de tangible n'est annoncé de ce côté-là : rien pour revaloriser les salaires, les carrières, pour relever

CGT Mouvelle Mouvelle Mourelle

significativement les minima sociaux. Rien pour combattre la pauvreté et la précarité, en particulier celle des jeunes. Les services publics sont les grands oubliés. Les 8 Mds consacrés au Ségur de la santé n'auront été qu'une goutte d'eau face aux urgences du COVID et face à l'ampleur des besoins de santé. Les soignants, marqués et épuisés par des semaines (disons des années) de surexploitation ont toutes les raisons d'exprimer leur colère et de se mobiliser.

En Nouvelle-Aquitaine, le plan de « transition et de reconquête technologique » du Conseil Régional ressemble une fois de plus à un rendez-vous manqué avec les nécessités du moment et avec l'histoire. Il se caractérise par une absence d'ambition sur l'investissement pour répondre aux besoins publics, pour résorber les fractures territoriales : lycées, transports ferroviaires, dont le ferroutage, couverture numérique, transition écologique... Par ailleurs, de nouveaux dispositifs d'accompagnement des entreprises, sans consultation des syndicales, organisations sans condition sur le maintien ou les créations d'emplois, des activités industrielles et sur la préservation de l'environnement.

L'urgence et l'efficacité appellent à changer de cap, requièrent de l'audace. L'urgence est à refuser

que la jeunesse soit sacrifiée (une fois de plus) avec la création d'un revenu d'insertion équivalent à 80 % du Smic. L'heure est à inventer « de nouvelles sécurités des emplois » en conditionnant toute intervention économique, en expérimentant des formes de « sécurité sociale professionnelle ». L'heure est à accroître et réorienter investissements vers services publics dans la santé et le médico-social, l'éducation, les transports publics, les politiques d'aménagement du territoire et la transition écologique. L'heure est à revaloriser le travail en répartissant mieux les richesses dans l'entreprise, en particulier vers les métiers essentiels. L'heure est à revivifier, réinventer la démocratie, en particulier dans l'entreprise et les filières, avec de nouveaux droits pour les salariés et leurs représentants.

Dans cette période de colères, de mobilisations, de doutes, de recherche « d'autre chose », la voix de la CGT et de ses mandatés est plus que jamais importante, nécessaire.



Julien RUIZ





#### **PLÉNIÈRE DU 29 SEPTEMBRE 2020**



#### **DÉCISION MODIFICATIVE**

Budget régional





## TRANSITION ET RECONQUÊTE TECHNOLOGIQUE

Plan de transition et de reconquête technologique



## **NUMÉRIQUE RESPONSABLE**

Feuille de route



### **HYDROGÈNE NOUVELLE-AQUITAINE**

Feuille de route

# DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT DE LA FAÇADE **ATLANTIQUE**

Rapport

#### LYCÉENS

Fonds de soutien aux familles de lycéens

#### **FERROCAMPUS**

Projet

#### **RELANCE ET RÉSILIENCE**

La relance et la résilience au coeur de l'action régionale









#### **DÉCISION MODIFICATIVE**

Budget régional

Alors que la crise sanitaire fait chaque jour de plus en plus de dégâts, de chômeurs et de précaires, la décision modificative au budget régional présentée par le Conseil Régional amène trop peu de choses positives pour redonner de l'espoir aux Néo-Aquitains. La marotte de l'exécutif régional, le soutien aux entreprises, est plus que jamais d'actualité. Pendant que l'exécutif régional annule 132 m€ de dépenses dont certaines sont directement liées à ces compétences, 71 m€ sont allégrement distribués aux entreprises et sans aucune contrepartie! La CGT revendique un contrôle et la mise en place d'éco-socio conditionnalités (en particulier sur le maintien de l'emploi) des aides aux entreprises. Il est temps de mettre un terme au subventionnement « les yeux fermés » de la puissance publique vers le capitalisme financier. Le plan de relance régional n'est en fait qu'une vaste opération de communication. Pour une véritable transition écologique et sociale, il faut comme le revendique la CGT, un grand plan de rupture. Encore faudra-t-il que l'État donne aux régions la possibilité de conserver une stabilité budgétaire. La baisse annoncée par le gouvernement de l'impôt de production (CVAE) pour 2020, compensée par reversement d'une part de TVA, ne va pas dans ce sens. La CGT a voté l'avis.

> <u>Lire l'intervention CGT</u> Lire l'avis

# TRANSITION ET RECONQUÊTE TECHNOLOGIQUE

Plan de transition et de reconquête technologique régional

Le Conseil Régional a présenté son plan chargé, après les mesures d'urgence votées en juin, de préparer la relance et en particulier la transition écologique et la réindustrialisation. En fait, il a toutes les caractéristiques d'un nouveau plan d'urgence, avec les mêmes critères d'intervention : des dispositifs d'aides aux entreprises, sans contrepartie, ni condition sur le maintien des emplois ou l'empreinte écologique. Ce plan est tourné essentiellement vers les filières industrielles, oubliant des secteurs « essentiels » et les services publics. De plus, sa philosophie reste « accrochée » à la croyance qu'il suffit d'ouvrir des guichets d'aides aux entreprises pour que l'emploi soit au rendez-vous. C'est oublier l'échec du CICE, mais aussi d'un autre point de vue du CIR. C'est aussi évacuer le poids des grands groupes et des logiques de financiarisation à l'œuvre dans certaines filières comme l'industrie de la santé et du médicament ou comme l'industrie aérospatiale. Le CESER a émis un avis assez sévère. La CGT l'a voté et réaffirmé l'urgence de définir une nouvelle stratégie économique fondée sur des conditionnalités, le contrôle et si besoin, la sanction (remboursement des aides...).

> <u>Lire l'intervention CGT</u> <u>Lire l'avis</u>





### **NUMÉRIQUE RESPONSABLE**

Feuille de route numérique responsable

Le Conseil Régional s'est doté d'une feuille de route pour « un numérique responsable » : il s'agit, pour la Région Nouvelle-Aquitaine, de promouvoir dans les entreprises et collectivités des usages du numérique qui contribuent à lutter contre le réchauffement climatique sur deux plans : d'une part en se substituant à d'autres modes de travail et d'échanges plus consommateurs et d'autre part en réduisant son propre impact sur l'environnement.

« Fort bien » a déclaré la CGT qui a approuvé les réserves et recommandations du CESER. Mais le groupe CGT a tenu, dans sa déclaration à être encore plus explicite et à rappeler ses exigences : Un « Numérique » responsable sur le plan environnement ne doit pas négliger les questions sociales qu'engendre l'explosion de ses nouveaux usages : comment résoudre les fractures numériques, territoriales et financières ? Quelle attention va être portée à la protection des données personnelles, au droit à la déconnection dans le monde du travail ? Les gains de productivité générés par les usages du numérique dans les entreprises vont-ils profiter aux salariés ? Sur cet aspect, en particulier, le Conseil Régional pourrait, s'il en avait la volonté politique, utiliser le levier des conditionnalités pour le versement des aides aux entreprises.

Encore une fois, les solutions proposées pour répondre aux cruciales urgences environnementales sont indissociables des réponses à donner aux nécessités de justice sociale. La CGT sera toujours vigilante à la prise en compte de ces deux exigences. La CGT a voté l'avis.

<u>Lire l'intervention CGT</u> Lire l'avis

### HYDROGÈNE NOUVELLE-AQUITAINE

Feuille de route

Quelle Énergie pour le monde de demain?

La nature ne met pas à notre disposition, sous une forme prête à l'emploi, toutes les variétés d'énergies que nous utilisons au quotidien, « il n'existe pas de fontaine de jouvence » dans ce domaine.

Le choix d'investiguer dans l'hydrogène en complément du mix énergétique existant est somme toute une démarche intéressante. Néanmoins, gardons à l'esprit que la solution décarbonée idéale est en l'état des avancées de la science une vue de l'esprit ...

Les coûts engendrés ainsi que le rendement pour produire de « l'hydrogène vert » sont abordés dans la déclaration; fracture sociale au regard des dix millions de précaires et accumulations des taxes dans le mille-feuille de la facture énergétique de nos concitoyens.

Investir dans la recherche doit rester une prépondérance et une priorité afin de préparer l'avenir et solutionner le présent.





# LES DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT DE LA FAÇADE ATLANTIQUE

Rapport

Le CESER Nouvelle-Aquitaine était consulté au sujet d'une étude « dynamique de développement de la façade atlantique », soumis aux 4 CESER comprenant des départements situés en bordure d'océan. Les 4 groupes CGT des régions impliquées étaient donc concernés et se sont prononcés dans le même sens : Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire, Bretagne et Normandie. Rapport impossible à synthétiser en quelques lignes tant il est pluriel dans les sujets évoqués (économie, emploi, démographie, transports, éducation, énergie...). Si certaines pistes abordées restent intéressantes, la CGT a néanmoins pointé leur faiblesse principale, à savoir l'absence de dépassement de la logique concurrentielle entre territoires. Resteraient quasi intacts (voire renforcés) l'abandon de territoires entiers en matière d'aménagement du territoire et la focalisation des politiques publiques sur des pôles d'attractivité. La CGT reste fidèle à ses exigences égalitaires et refuse toute concurrence entre territoires, en rupture avec les lois Maptam et NOTRe.

<u>Lire l'intervention CGT</u> <u>Lire le rapport</u>

# FOND DE SOUTIEN AUX FAMILLES DE LYCÉENS

Le Conseil Régional a mis en place un fond de soutien aux familles de lycéens. La CGT s'est félicitée de cette initiative. En effet, le confinement a fait exploser les dépenses chez de nombreuses familles (alimentation, consommation énergétique, dépenses liées aux télé-enseignements...). Conjuguée aux difficultés de nombreux parents (pertes d'emplois, chômage partiel...), cette situation conduit à de très nombreuses difficultés sociales. La CGT a toutefois regretté

que ce fond soit limité à 1,45 M€ au regard de l'ampleur des difficultés et du nombre important de lycéens (près de 200 000) en Nouvelle-Aquitaine.

<u>Lire l'intervention CGT</u> <u>Lire l'avis</u>

#### PROJET FERROCAMPUS

Le projet de délibération du Conseil Régional est la deuxième sur ce sujet, après celle du mois d'avril 2020. Elle vise à adopter les statuts de l'association FERROCAMPUS de Saintes ainsi qu'une convention d'objectif pluriannuel entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'association Ferrocampus.

L'objet serait de « fédérer » les principaux acteurs publics et privés de la filière ferroviaire en structurant la réflexion et le lien avec cette future plateforme de ressources technologiques et de formation baptisée FERROCAMPUS. Elle serait le pendant d'Aérocampus, sur le secteur ferroviaire. Cette délibération n'a pas fait l'objet d'un avis du CESER. Toutefois, la CGT a tenu à exprimer ses profondes réserves et sa vision en matière d'investissement dans la formation et les métiers du ferroviaire.

Lire l'intervention CGT

## LA RELANCE ET LA RÉSILIENCE AU CŒUR DE L'ACTION RÉGIONALE

Selon sa vision du traitement de la crise actuelle, la Région souhaite mettre en place des structures permettant aux territoires de faire preuve d'une plus grande résilience afin de se relever plus rapidement en cas de nouveau choc. S'il est une chose dont le capitalisme est friand, c'est bien l'argent public. Pour les plus riches, peu importe la crise et peu importe son coût pour la société tant que la puissance publique paie le prix de la reconstruction. Pour la CGT, même si nous notons que l'intention d'attribuer des crédits aux territoires et de réfléchir aux organisations qui permettent de ne pas trop subir les effets les soubresauts économiques peut être vue positivement, la solution du pansement nous semble être l'expression d'une faiblesse et d'un manque d'ambition politique. Il est impératif de revoir le modèle économique, de changer les paradigmes économiques qui nous broient et de réfléchir à une politique alternative qui permet d'éviter la survenue des crises futures. Nous ne pouvons rester sur des constats et des positions attentistes, prêts à amortir la chute et à aider la reconstruction comme le propose la délibération.

L'avis du CESER ne réaffirmant pas suffisamment le besoin de changer de modèle de société mais contenant toutefois des éléments positifs a conduit la délégation CGT à s'abstenir.

Lire l'avis













# www.cgt-na.fr

#### **Comité régional CGT Nouvelle-Aquitaine**

Siège social Bourse du Travail 44 Cours Aristide Briand - CS 61653 - 33075 Bordeaux cedex

> Antenne de Limoges Maison du Peuple 24 rue Charles Michels - 87000 Limoges